

Le vice-président Arreaza alerte sur le fait que la droite prétend répéter les événements de 2002.

Caracas, 4 avril AVN – Le projet de la droite vénézuélienne de provoquer un coup d'Etat a été poursuivi depuis 2002 et est d'actualité en ce moment, a signalé ce jeudi le vice-président Exécutif, Jorge Arreaza, qui a demandé au peuple d'être vigilant et ferme pour éviter que ces plans fascistes soient menés à bien.

Le vice-président a fait référence aux intentions de l'extrême droite de retirer son candidat, Henrique Capriles Radonski des élections présidentielles de ce 14 avril, comme ce fut le cas pour les élections parlementaires de 2005, pour essayer de délégitimer le Conseil National Electoral (CNE) ainsi que la démocratie et la stabilité du pays.

« C'est une option qu'ils sont en train d'évaluer et ils lui envoient des messages pour lui demander son accord, a-t-il souligné.

« Ah ! si l'intelligence pouvait régner, la bonne volonté parmi les secteurs de droite, qui ont tout les droits à participer, à ne pas être d'accord avec nos approches mais qui ont aussi le devoir d'être sérieuse et de respecter la patrie, a ajouté Arreaza.

Devant ces possibles scénarios antidémocratiques, il demande instamment aux Vénézuéliens « d'appliquer une médecine préventive et ainsi d'éviter que ces gens (l'opposition) n'arrive, par n'importe quelle voie, à déstabiliser le pays.

Néolibéralisme égale misère.

Le vice-président de la République a souligné que maintenir et renforcer la Révolution Bolivarienne dont le chemin a été tracé par le commandant Chavez est nécessaire parce qu'elle garantit la justice et l'égalité dans la société, à la différence du néolibéralisme.

« Les années de néolibéralisme tendent à nous tuer par la misère », a-t-il dit et il a ajouté un exemple de ce qui arriva à l'époque du puntofijismo, la dernière étape de la quatrième république.

« Nous savons qui étaient les ministres du Budget et des Finances : deux banquiers, nous savons qui étaient les chefs de l'information : deux propriétaires de médias qui, de plus, étaient des propriétaires de production ou des exploiters des travailleurs, c'étaient des laquais de l'impérialisme. »

De même, il a ajouté : « Ils gouvernaient déjà cet état depuis 1830, avec quelques parenthèses de dignité. Nous connaissons très bien leurs plans. Ils (l'extrême-droite) n'ont pas de remède. »

Apport à la révolution.

Comme apport à la révolution, le vice-président, en compagnie d'un groupe de militants du PSUV et de travailleurs de la vice-présidence et d'autres ministères, a offert un jour de son salaire à la révolution.

Cet argent que donnent les Vénézuéliens va être destiné à financer la campagne du candidat socialiste, Nicolas Maduro, pour les élections présidentielles du dimanche 14 avril.

Il a fait cet apport volontaire ce jeudi au siège principal de la Banque du Venezuela située sur l'avenue de l'Université, dans le centre de Caracas.

« Ce que nous faisons est très transparent. Nous avons un parti de plus de 7 millions de militants et de là viennent nos ressources, » a-t-il déclaré.

AVN 4/4/2013

(traduction Françoise Lopez)